



**PRÉFET  
DES BOUCHES-  
DU-RHÔNE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction régionale de l'environnement,  
de l'aménagement et du logement  
de Provence-Alpes-Côte d'Azur**

N/R : D-2021-AIX-0329

Aix-en-Provence, le 25 juin 2021

Unité Départementale des Bouches-du-Rhône  
Subdivision d'Aix-en-Provence  
30 rue Albert Einstein – Bâtiment G  
CS 90448  
13592 Aix-en-Provence Cedex 3

N° S3IC : 064.07694 - P2  
Tél. : 04.42.13.12.62 / 07.61.00.56.86

## Rapport de l'Inspection des Installations Classées

**Objet** : Installation Classée pour la Protection de l'environnement.  
Société LE PANIER PROVENÇAL sur la commune de Tarascon.

Proposition de mise en demeure de transmettre un dossier de réexamen au regard des conclusions sur les meilleures techniques disponibles relatives à l'industrie agroalimentaire et laitière (FDM).

**PJ** : Projet d'arrêté de mise en demeure.

### **Résumé** :

**L'objet de ce rapport est de proposer au Préfet des Bouches-du-Rhône de mettre en demeure la société LE PANIER PROVENÇAL de réaliser et de lui transmettre le dossier de réexamen dans le cadre de la directive IED.**

## **I. PRÉSENTATION DE LA SOCIÉTÉ ET SITUATION ADMINISTRATIVE DU SITE**

La société LE PANIER PROVENÇAL exploite sur la commune de Tarascon :

- Une installation de transformation de tomates (fabrication de concentré).

Les activités de cet établissement, qui relèvent du régime de l'autorisation au titre de la législation des installations classées pour la protection de l'environnement, sont réglementées par l'arrêté préfectoral n°2008-167A du 03 avril 2009 et classées plus particulièrement au titre de la rubrique IED suivante relative (la rubrique IED principale est signalée par une étoile \*) :

- 3642-2 – Traitement et transformation de matières premières en vue de la fabrication de produits alimentaires ou d'aliments pour animaux, uniquement de matières premières végétales avec une capacité de production de plus de 300 tonnes de produits finis par jour, \*

Les dispositions des articles R 515-58 et suivants du code de l'environnement, issus de la transposition de Directive n°2010/75/UE du 24/11/10 relative aux émissions industrielles, dite « Directive IED », sont applicables.

## **II. ÉCHÉANCE DE TRANSMISSION DU DOSSIER DE RÉEXAMEN**

En application de l'article R 515-71-1 du code de l'environnement, en vue de la mise à jour des prescriptions applicables à l'établissement au regard des meilleures techniques disponibles, l'exploitant adresse au préfet un dossier de réexamen dans les douze mois qui suivent la date de publication des décisions concernant les conclusions sur les meilleures techniques disponibles (MTD) relatives aux activités couvertes par sa rubrique IED principale.

Les conclusions sur les meilleures techniques disponibles pour l'industrie agroalimentaire et laitière (BREF FDM – Food, Drink and Milk) qui concernent l'établissement au titre de sa rubrique IED principale 3642-2, sont parues au sein de la décision d'exécution (UE) 2019/2031 de la commission du 12 novembre 2019, publiée au journal officiel de l'Union européenne le 04 décembre 2019.

Par conséquent, un dossier de réexamen au regard des meilleures techniques disponibles était attendu de la part de l'exploitant auprès du préfet le 04 décembre 2020, au plus tard.

L'exploitant déclare, par courriel du 21 mai 2021, ne pas connaître les dispositions relatives au dossier de réexamen IED et, en conséquence, ne pas être en mesure d'apporter des informations relatives à la réalisation et la remise de ce dossier.

### III. CONCLUSIONS ET PROPOSITIONS DE L'INSPECTION

Au regard des enjeux que représente le réexamen susvisé pour la mise en œuvre des meilleures techniques disponibles permettant de réduire au maximum et maîtriser l'impact environnemental des activités de l'établissement, l'Inspection des installations classées propose à Monsieur le Préfet un projet de mise en demeure à l'encontre de l'exploitant de la société LE PANIER PROVENÇAL l'enjoignant de respecter l'article R.515-71-I du code de l'environnement et de transmettre son dossier de réexamen et le rapport de base avant le 31 juillet 2021.

Rédacteur	Vérificateur	Vu, Adopté & transmis avec avis conforme à M. le Préfet des Bouches-du-Rhône
L'Inspecteur de l'environnement	L'Adjointe au Chef de l'UD13	Pour la Directrice et par délégation, L'Adjointe au Chef de l'UD13
Signé	Signé	Signé